



Revue de presse



Dimanche 12 Novembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Corruption/Lutte: importance de la continuité des activités des entreprises confisquées



Le ministre des Finances, Laaziz Faid a présidé, samedi, une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption lors de laquelle il a mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et la préservation des biens de l'Etat jusqu'à ce que autorités concernées se prononcent sur leur sort, indique un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Examen d'une proposition exemptant le Parlement de l'application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances



L'Assemblée populaire nationale (APN), a tenu, jeudi, une séance plénière consacrée à la présentation et au débat d'une proposition portant exemption des deux chambres du Parlement de l'application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Nadir Larbaoui prend ses fonctions de Premier ministre

M. Nadir Larbaoui a pris, samedi après-midi, au Palais du Gouvernement à Alger, ses fonctions de Premier ministre lors d'une cérémonie de passation de pouvoirs avec M. Aïmene Benabderrahmane.

"Je voudrais présenter mes remerciements et exprimer toute ma considération et ma reconnaissance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la confiance placée en ma personne et pour m'avoir honoré de cette haute mission, au service du pays et de l'Algérie nouvelle", a déclaré M. Larbaoui à l'issue de la cérémonie de passation de pouvoirs, espérant être "à la hauteur de cette confiance".

Lutte contre la corruption : Faïd insiste sur la continuité des activités des entreprises confisquées



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé, samedi, une réunion de la Commission chargée du suivi de l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption lors de laquelle il a mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et la préservation des biens de l'Etat.

Pétrole: Le baril du Brent termine à 81,43 dollars

11/11/2023

Les prix du pétrole, en décline depuis trois semaines, sont remontés vendredi à la veille du week-end.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a gagné 1,77% à 81,43 dollars.

Lutte contre la corruption : Faïd insiste sur la continuité des activités des entreprises confisquées



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présidé, hier, une réunion de la commission chargée du suivi de l'opération de confiscation, dans le cadre d'affaires de corruption, lors de laquelle il a mis l'accent sur l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et la préservation des biens de l'État, jusqu'à ce que les autorités concernées se prononcent sur leur sort, a indiqué un communiqué du ministère.

Loi organique relative aux lois de finances, Parlement : Examen de la proposition D'exemption



L'Assemblée populaire nationale a tenu, jeudi, une séance plénière consacrée à la présentation et au débat d'une proposition portant exemption des deux chambres du Parlement de l'application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances. Sur 55 inscrits, un député s'est retiré et 6 ont envoyé des interventions écrites. Toutefois, le déroulement de la séance a été marqué par un nombre important d'absents. Le texte proposé sera soumis au vote de l'APN, mardi, 14 novembre.



[Corruption/Lutte : l'importance de la continuité d'activité des entreprises saisies](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé samedi une réunion de la Commission chargée de surveiller l'opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption, au cours de laquelle il a souligné l'importance de la continuité des activités des entreprises confisquées et la préservation des biens de l'Etat jusqu'à ce que les autorités compétentes décident de leur sort, indique un communiqué du ministère.



[Finances : Laaziz Faid préside une réunion du Comité national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent](#)

Le ministre des Finances, Lazzi Faid a présidé ce dimanche, au siège de son département ministériel, la réunion ordinaire du Comité national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et du financement de la prolifération des armes de destruction massive.



[Investissements : Portes ouvertes sur le financement et l'assurance](#)

Poursuivant sa série d'activités visant à contribuer à l'amélioration de l'environnement des affaires, l'Agence algérienne de promotion des investissements, en coordination et coopération avec la Banque étrangère d'Algérie (BEA) et Cash Assurances, organise des journées portes ouvertes du 12 au 16 novembre 2023 sous le thème « Le parcours vers le succès : découvrez les opportunités de financement et des assurances pour concrétiser votre investissement ».



[La COSOB radie BNP PARIBAS EL Djazaïr dans ses opérations de bourses](#)

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse a exhorté les titulaires de comptes-titres clients de la banque française « BNP PARIBAS EL Djazaïr », à transférer son portefeuille vers le Teneur de comptes conservateur de titres (TCC) de son choix et agréés par la Banque d'Algérie comprenant les banques publiques (Banque de Développement Local, Banque Extérieure d'Algérie, Banque de l'Agriculture et du Développement Rural, Banque Nationale d'Algérie, Crédit Populaire d'Algérie, et la Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance), en sus des banques Al-Salam Bank Algeria et Banque Al-Baraka d'Algérie. Et cela au plus tard le 31 décembre 2023.



[Numérisation, grands projets, action sociale...](#)

[Ce qui attend le nouveau Premier ministre](#)

Le nouveau Premier ministre devra donner un coup d'accélérateur à l'action du gouvernement. Le nouveau Premier ministre, Ennadir Larbaoui, succède à Aïmene Benabderrahmane qui totalise plus de deux ans à la tête du gouvernement. Dans ce laps de temps, des dossiers ont avancé et connu une concrétisation sur le terrain. D'autres attendent encore de sortir des cartons.



[Plusieurs projets promis par Tebboune prennent forme](#)

[Les fruits de la nouvelle Algérie](#)

Le sentiment patriotique a donné au Président un supplément d'audace face aux partenaires étrangers.

Une troisième usine d'automobile, après Fiat et Nissan, avec la perspective d'exportation confirmée, coup d'envoi pour la réalisation d'une mine de zinc, avec là aussi un projet d'exportation de l'excédent de production, une cargaison d'oignons destinée à la vente dans un pays africain, une voie royale pour la production d'hydrogène vert, à travers notamment le démarrage imminent de 11 chantiers de réalisation de 2 000 MGW d'électricité d'origine solaire.

Banque des Brics : « le processus d'adhésion de l'Algérie est bien engagé et suit son cours »

Si le dossier de l'adhésion de l'Algérie au groupe des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) est « définitivement clos », comme annoncé début octobre dernier à la presse nationale par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le processus d'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle Banque de Développement (NBD) ou banque des Brics « est bien engagé et suit son cours », a fait savoir le ministre des Finances, Laaziz Faïd. Pour rappel, l'Algérie y a déjà placé 1,5 milliard de dollars dans cette banque.



فايد يؤكد على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، يوم السبت، اجتماع اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد، أين أكد على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد والحفاظ على أملاك الدولة حتى تثبت السلطات المعنية في مصيرها، حسب ما أفاد به بيان للوزارة.



المجلس الشعبي الوطني يناقش إقتراحا يستثنى البرلمان من تطبيق أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية

تم يوم الخميس بالمجلس الشعبي الوطني عرض ومناقشة إقتراح نص يستثنى البرلمان بغرفتيه من تطبيق أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية.

و جرى عرض القانون العضوي المقترح المعدل والمتمم للقانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018 المتعلق بقوانين المالية، من طرف الصديق بخوش، مندوب النواب أصحاب المقترح، في جلسة علنية ترأسها السيد ابراهيم بوغالي، رئيس المجلس الشعبي الوطني، بحضور وزير المالية لعزیز فايد، ووزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار.

إبراز أهمية الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، السبت، اجتماع اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد، حيث أكد على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد والحفاظ على أملاك الدولة حتى تبث السلطات المعنية في مصيرها، حسب ما أفاد به بيان للوزارة.

الرأي نيوز

وزير المالية فايد .. استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد مهم

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم السبت، اجتماع اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد، حيث أكد على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد والحفاظ على أملاك الدولة حتى تبث السلطات المعنية في مصيرها، حسب ما أفاد به بيان للوزارة.



فايد يؤكد على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم السبت، اجتماع اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد، حيث أكد على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصدرة في إطار مكافحة الفساد والحفاظ على أملاك الدولة حتى تبث السلطات المعنية في مصيرها، حسب ما أفاد به بيان للوزارة. ويهدف اللقاء، الذي جرى بحضور المتصرفين المعنيين بتسيير الشركات المدانة في هذا المجال، وعدد من إدارات الوزارة، الى "ضمان استمرارية وفاعلية عمل هذه الشركات والحفاظ على مصالحها، مع التأكيد على تحقيق أقصى قدر من الشفافية والمسؤولية في إدارة مواردها"، يضيف ذات المصدر.



بالتفاصيل.. هذه نفقات الدولة على المناصب المالية الجديدة

ستعرف نفقات المستخدمين للسنة الداخلة 2024، ارتفاعا غير مسبوق، ناتجا عن الأثر المالي لسنة كاملة تقرر خلالها فتح مناصب مالية شملت مختلف القطاعات أبرزها قطاعي التربية الوطنية والتعليم العالي والبحث العلمي.



أصحاب الحسابات مطالبون بتحويلها قبل 31 ديسمبر المقبل

حذف "بي.أن.بي. باريبا" من أنشطة الأسهم والسندات ببورصة الجزائر

أعلنت لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة أن أصحاب حسابات الأوراق المالية من زبائن البنك الفرنسي "بي.أن.بي باريبا" مطالبون بنقلها إلى أحد حاملي ودائع الأوراق المالية المرخصة والمعتمدة من طرف بورصة الجزائر الممثلة بالبنوك العمومية إضافة لبنكي السلام والبركة، بالنظر لتوقف نشاط البنك الفرنسي في هذا المجال نهائيا اعتبارا من 31 ديسمبر.



على رأسها دبلوماسية الأعمال والاستثمار والتصدير والرقمنة والدعم

7ملفات اقتصادية ثقيلة على طاولة العرباوي

تفعيل الدبلوماسية الاقتصادية، دعم التصدير نحو الأسواق الخارجية، استقطاب استثمارات أجنبية، وتعزيز جاذبية الجزائر في المجال الاقتصادي والتجاري، إضافة إلى الدفع بملف الرقمنة والدعم الاجتماعي وتنفيذ التشريعات الجديدة ميدانيا، هي 7 أولويات اقتصادية تنتظر الوزير الأول نذير العرباوي المنصب الجديد على رأس الجهاز التنفيذي.

EXEMPTION DU PARLEMENT DES DISPOSITIONS DE LA LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES

Les réserves de Faïd

TOUT EN SALUANT L'INITIATIVE DES DÉPUTÉS pour avoir proposé l'amendement d'une loi organique, dont le gouvernement est habituellement l'auteur, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a émis des réserves quant à la proposition d'une loi organique modifiant et complétant celle n°15-18 du 2 septembre 2018, relative aux lois de finances.



Le texte examiné jeudi dernier à l'APN, en séance plénière, propose un amendement de l'article 23 de ladite loi organique à travers la suppression du terme «parlementaires» du dernier alinéa pour devenir «Par institution

publique, il est entendu au sens de la présente loi, les institutions judiciaires, de contrôle, consultatives et toutes les autres institutions de même nature prévues par la Constitution». Le texte proposé comprend également l'introduction d'un nouvel article (23 bis) dans la loi organique 18-15, stipulant l'exemption des deux chambres du Parlement de l'application des dispositions de ce texte.

Lors de la présentation du projet, le délégué des députés initiateurs de cette proposition, Soudik Bakboche, a expliqué que dans le cadre du principe de séparation des pouvoirs, de l'indépendance financière et du principe «loi spéciale déroge la loi générale», ajoutant que la préparation du budget des deux chambres du

Parlement, son exécution et les mécanismes de la comptabilité en amont et en aval par lesquels elles sont régies relèvent des dispositions du règlement intérieur. «Ce qui rend difficile la mise en place d'indices de performance permettant d'évaluer le degré d'exécution de ces objectifs. Pour cette raison, l'exemption du Parlement de l'application des dispositions de la loi organique 15-18 est nécessaire», estime-t-il, proposant, dans ce cadre, l'introduction d'un article (23 bis) portant cette exemption.

Par ailleurs, vu que les procédures de préparation, observe-t-il, du budget des deux chambres du Parlement relèvent du règlement intérieur et qu'elles sont différentes de celles des

autres budgets consacrés dans cette loi organique, le Parlement ne doit plus figurer dans l'article 23 de cette loi.

AMENDEMENT DE L'ARTICLE 23

Toutefois, lors des débats, le député Salmi Lakhdar a signalé qu'il faudrait d'abord bien définir les concepts. «Quand on dit indépendance financière, cela stipule un autofinancement et le non-recours à des financements externes. Or, le Parlement étant une personnalité morale, son budget dépend de celui de l'État et l'article 23 de cette loi organique est le seul qui permette à l'ensemble des institutions publiques et au Parlement d'accéder aux crédits financiers», fait-il remarquer. Si le Parlement est exempt de

cet article et de l'ensemble des dispositions de cette loi organique, indique-t-il, il n'aura pas droit à ces crédits et ne disposera d'aucune ressource financière. Allant dans la même direction, le ministre des Finances a tenu à rappeler que la loi de finances est le seul cadre juridique permettant l'ouverture et l'allocation des crédits financiers au titre du budget de l'État.

«Pour cette raison, l'exemption du Parlement des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances conduira à une absence totale de cadre juridique permettant au Parlement d'accéder aux ressources financières et la couverture de ses dépenses. L'ouverture et le transfert des crédits financiers ne seront pas

possibles ainsi que l'application des autres dispositifs en rapport avec les délais», prévient-il. Il convient de rappeler, poursuit-il, que conformément aux normes internationales, les deux chambres du Parlement sont soumises au cadre réglementaire régissant les lois des finances, avec l'adoption des règles de comptabilité publique pour la gestion de ces deux chambres. «La loi 21-90 relative à la comptabilité publique exempte les budgets des deux Chambres du contrôle budgétaire et du comptable publics, et ne stipule que l'application du contrôle de la Cour des comptes. Cela a toujours été et sera toujours le cas, compte tenu du principe de la séparation des pouvoirs», dit-il. Cela dit, précise-t-il, le Parlement peut être exempté de certaines dispositions de la loi organique relatives à la performance notamment.

Cette approche permettra, assure-t-il, de maintenir l'indépendance financière des deux chambres du Parlement, comme le prévoit la loi organique 12-16 de 2016. «A notre sens, cette approche est la meilleure solution pour la prise en charge des difficultés encourues par le Parlement cette année dans l'exécution des crédits financiers qui lui sont attribués», conclut-il. Le président de l'APN, Brahim Boughali, a, pour sa part, salué l'initiative des députés et leur contribution dans le domaine de la législation. «Cela consacre le principe de la collaboration et de la complémentarité avec le gouvernement pour atteindre les objectifs tracés par l'État en faveur de la démocratie et pour relever les défis à tous les niveaux», dit-il, précisant que le programme de l'APN lors de cette session sera très chargé.

■ Farida Belkhir

NOUVEAUTÉ DES LOIS DE FINANCES DE 2023 ET 2024

L'angle mort de la réforme budgétaire

● Dans le budget du PLF-2024, le montant réservé aux « dépenses imprévues » équivaut à 1920,39 milliards de dinars, ce qui correspond à 12,5% des dépenses budgétaires ● Une proposition de loi, portant exemption des deux Chambres du Parlement de l'application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances, a été présentée et soumise à débat en plénière à l'APN jeudi dernier.



Le ministre des Finances, Lazaï Faid, lors d'un de ses passages à l'APN

La mise en œuvre de la réforme budgétaire, dans le cadre de la loi organique 18-15 relative aux lois de finances, entrera dans sa deuxième année en 2024. C'est dans cet esprit que les lois de finances 2023 ont été conçues de manière tout à fait différente des précédentes. Si sur le papier, en effet, le budget de

2024, le montant équivaut à 1920,39 milliards de dinars. Le gouvernement explique que ces dépenses dites imprévues correspondent en fait au «montant non assigné relevant du portefeuille des programmes des finances, qui s'élevait à 1920,39 milliards de dinars en AE et en CP, représentant 12,57% des crédits de paiement

budgétaires. Et ne se doutant pas que cette loi pourrait enfermer quelques zones d'ombre ou plutôt une espèce d'angle mort qui échappe de prime abord à l'attention des observateurs. En 2022, le président de l'APN, louant les avancées de cette réforme, avait estimé alors que l'application en 2023 de la loi organique relative aux

exécution et les mécanismes de la comptabilité en amont et en aval par lesquels elles sont régies relèvent des dispositions du règlement intérieur. Les procédures de préparation, d'exécution et les règles de la comptabilité du budget du Parlement sont «complètement» différentes du modèle du budget selon les programmes consacrés en vertu de la loi organique 18-15, a-t-il ajouté. Il a évoqué en outre l'impératif de prendre en compte l'autonomie financière des deux Chambres du Parlement, consacrée en vertu de la loi organique 16-12 (fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les Chambres du Parlement et le gouvernement). Dans son rapport préliminaire sur la proposition, la commission des finances et du budget de l'APN a estimé impératif de «souplesser les deux Chambres du Parlement des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances, conformément au principe de séparation des pouvoirs, et à l'indépendance financière des deux Chambres parlementaires, en adaptant le principe "la loi spéciale déroge à la loi générale"». Pour sa part, le ministre des Finances a expliqué que la loi de finances traitait le seul cadre permettant l'ouverture et l'affectation des crédits au titre du budget de l'Etat. «L'exemption des deux Chambres du Parlement de l'application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances conduirait à une absence totale du cadre juridique permettant d'allouer les ressources financières nécessaires pour couvrir les dépenses des deux Chambres. Cette exemption rendrait impossible l'application des dispositions de cette loi organique au Parlement.

l'Etat, par exemple, était réparti entre le budget de fonctionnement et le budget d'équipement, depuis la LF-2023 il en va tout autrement. «La loi organique 18-15 définit les objectifs liés au nouveau cadre législatif du budget, qui s'appuie sur le budget des résultats et des objectifs définis préalablement et, partant, confère la transparence en matière de dépense de l'argent public», avait déclaré, en novembre 2022 à Alger, repris par l'APS, le président de l'APN, Brahim Boughali, sur les nouvelles orientations du budget de l'Etat dans le cadre de la réforme budgétaire conformément à la loi organique 18-15 relative aux lois de finances. Dans l'article 29 de la loi organique, il est précisé : «Les charges budgétaires de l'Etat par nature économique comprennent les titres suivants : 1) Les dépenses de personnel ; 2) Les dépenses de fonctionnement des services ; 3) Les dépenses d'investissement ; 4) Les dépenses de transfert ; 5) Les charges de la dette publique ; 6) Les dépenses d'opérations financières ; 7) Les dépenses imprévues.» On est ainsi bien loin de la présentation habituelle de la loi de finances, où l'on peut remarquer l'effort fourni par le gouvernement en matière d'investissement lorsque il consacre une part importante aux dépenses d'équipement, par exemple, et moins aux dépenses de fonctionnement. Depuis l'an 2023, on retrouvera donc toutes ces dépenses répertoriées sous les rubriques citées plus haut, comme les dépenses du personnel, les dépenses de fonctionnement des services, les charges de la dette publique, les dépenses d'investissement tout court, les dépenses de transfert, les dépenses financières et enfin les dépenses imprévues. Ces dernières (les dépenses imprévues) laissent perplexes. Non pas à cause du caractère imprévu de ces dépenses, mais beaucoup plus en raison du montant aussi important qu'imprévisible qui leur est alloué. Qu'en est-il ? Dans le budget du PLF-2024, le montant réservé aux «dépenses imprévues» équivaut à 1920,39 milliards de dinars pour un total des dépenses budgétaires qui se situent à 15 275,3 mds DA, ce qui correspond donc à 12,5% des dépenses budgétaires. Ce niveau de dépenses, imprévues, paraît assez important. Pourquoi ? Dans le budget du PLF-

pour 2024». Cette rubrique, note le PLF-2024, représente une diminution de 31,2% en AE et 12% en CP, relativement à la LFR-2023. Ce qui signifie qu'en 2023, le montant de ces dépenses imprévues était encore plus important. Et ensuite de détailler que «ces dépenses permettent entre la couverture des dépenses imprévues pour le budget, celles induites par les décisions prises quant à la révision des statuts de certaines sociétés, notamment celle de l'enseignement supérieur, de la santé, de l'éducation nationale et des universités, la révision des pensions des militaires et agents d'Etat, la poursuite des efforts de nettoyage au profit des villages, dévastés par les pouvoirs publics en matière d'investissements».

DÉPENSES IMPRÉVUES

Est-ce à dire que ce montant sera réduit à l'avenir, si l'on considère que les justifications de l'Exécutif auraient plutôt un caractère conjoncturel pour la plupart ? La question reste posée. En tout cas, il s'agit là d'une des nouveautés les plus remarquables de cette nouvelle forme de budgétisation. C'est au ministère des Finances qu'échoit la mission de gérer ce budget. Et c'est d'ailleurs pour cette raison que ce département ministériel devient, par la force des choses, celui qui détient le plus important budget du gouvernement, devant le ministère de la Défense, celui de l'Éducation ou le ministère de l'Intérieur, depuis 2023. Ce type de dépenses sont évoquées dans la loi organique en question sous la dénomination «crédits non assignés» dans son article 24 où il est stipulé comme suit : «Les crédits gérés par le ministre chargé des Finances au titre des dépenses imprévues, non assignés à des ministères ou institutions publiques, dont la répartition par programme ne peut être déterminée avec précision au moment de l'adoption de la loi de finances, ou devant faire face à des dépenses imprévisibles, sont groupés en dotations globales. Le prélèvement et l'affectation des crédits de ces dotations s'effectuent par décret pris sur rapport du ministre chargé des Finances.» Ainsi, ces crédits sont affectés par décret. Les concepteurs de cette réforme pensent pouvoir anticiper ce faisant la transparence et l'efficacité

de la réforme. Et ne se doutant pas que cette loi pourrait enfermer quelques zones d'ombre ou plutôt une espèce d'angle mort qui échappe de prime abord à l'attention des observateurs. En 2022, le président de l'APN, louant les avancées de cette réforme, avait estimé alors que l'application en 2023 de la loi organique relative aux

«ANOMALIE»

À peine une année après la mise en mouvement de cette réforme que déjà des députés semblent avoir débusqué une anomalie qui risque de saper, croient-ils, l'indépendance de leur institution en portant atteinte au principe majeur de la séparation des pouvoirs, cher aux grandes démocraties, entre l'Exécutif et le législatif. C'est ainsi qu'une proposition de loi portant exemption des deux Chambres du Parlement de l'application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances a été présentée et soumise à débat en plénière à l'APN jeudi dernier. Selon l'APS, la loi organique proposée, modifiant et complétant la loi organique n° 18-15 du 2 septembre 2018, relative aux lois de finances, a été présentée par le délégué des députés auteurs de la proposition, Seddik Bakhosache, lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Lazaï Faid, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Baama Azouar. Le texte examiné propose un amendement de l'article 23 de la loi organique 18-15 à travers la suppression du terme «parlementaires» du dernier alinéa pour devenir : «Par institution publique, il est entendu, au sens de la présente loi, les institutions judiciaires, de contrôle, consultatives et toutes les autres institutions de même nature prévues par la Constitution.» Selon la même source, le texte proposé comprend également l'introduction d'un nouvel article (23 bis) dans la loi organique 18-15, stipulant l'exemption des deux Chambres du Parlement de l'application des dispositions de ce texte. Le délégué a précisé que «cet amendement repose sur le principe "la loi spéciale déroge à la loi générale"», ajoutant que la préparation du budget des deux Chambres du Parlement, son

montant au titre de la loi organique au Parlement, notamment celles qui stipulent l'ouverture des crédits, les transferts et les autres dispositions liées aux délais. Il a rappelé, dans ce sens, que, conformément aux normes internationales, le Parlement, avec ses deux Chambres, est soumis à la loi régissant les lois de finances, tout en adaptant les règles de comptabilité publique pour gérer les deux Chambres. En pratique, la loi n° 90-21 relative à la comptabilité publique a exempté les budgets des deux Chambres du Parlement de l'application du contrôle budgétaire et du contrôle du comptable public, stipulant uniquement l'application du contrôle de la Cour des comptes, a expliqué le ministre, soulignant que «le contrôle budgétaire et le contrôle du comptable public n'ont en réalité jamais été appliqués aux deux Chambres du Parlement par le passé, et ne peuvent être appliqués et effectivement si à l'avenir, en tenant compte du principe de la séparation des pouvoirs». Le texte proposé sera soumis au vote de l'APN mardi prochain.

Ali Boughalia

ASAHU A DERT **GOVERNEMENT**

Un diplomate aux commandes

Aïmene Benabderrahmane quitte la chefferie du gouvernement au terme de deux ans et demi d'exercice et avec un bilan critiqué. Une lourde charge attend son successeur, Nadir Larbaoui.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Aïmene Benabderrahmane avait été nommé Premier ministre le 30 juin 2021 en remplacement de Abdelaziz Djerad. Le travail du gouvernement qu'il conduisait lui avait valu à plusieurs reprises des remarques et commentaires sévères du chef de l'État. Le 21 février dernier, c'est carrément la colère du président de la République qu'exprime une dépêche de l'agence de presse officielle à l'encontre des membres de l'exécutif. «Le

Le travail du gouvernement qu'il conduisait lui avait valu à plusieurs reprises des remarques et commentaires sévères du chef de l'État.

président est réellement en colère, il n'est pas du tout content de la cadence de traitement de certains dossiers par le gouvernement», écrit l'APS.

La même source évoque des «échéances élastiques», des «chiffres approximatifs» et des «décisions perturbant le quotidien des citoyens et celui des opérateurs économiques». Le texte publié est une longue diatribe sur le mécontentement que suscite Aïmene Benabderrahmane



et son équipe. Les rumeurs qui le donnent partant à plusieurs reprises restent toutefois infon-

dées. Le Premier ministre reste maintenu. Les mois qui suivent démontrent toutefois qu'une sérieuse réflexion avait été mise en place en vue d'un changement profond obéissant à d'autres règles et un mode de fonctionnement encore jamais expérimenté dans le pays.

Le 28 septembre dernier, la présidence de la République annonce en effet la création d'un shadow cabinet qui, dans les pays appliquant ce système,

représente un cabinet alternatif au gouvernement. Chez nous, une douzaine de conseillers sont nommés et chargés de «suivre et prendre part à la mise en place du programme et des décisions présidentielles». «Ils assurent le suivi des activités gouvernementales, des questions politiques et institutionnelles, ainsi que des affaires

Diplomate de carrière, ce dernier avait auparavant occupé la fonction de représentant de l'Algérie auprès des Nations unies.

économiques», poursuit le communiqué de la présidence de la République. Une période de flottement se met en place, elle dure plus d'un mois au cours duquel sont annoncés les noms

des conseillers (celui en charge des relations internationales n'est toutefois pas encore connu).

La dernière étape du processus entamé aboutissait hier avec l'annonce du remplacement de Aïmene Benabderrahmane par Nadir Larbaoui qui quitte ainsi le poste de directeur de cabinet de la présidence après plus de huit mois d'exercice. Diplomate de carrière, ce dernier avait auparavant occupé la fonction de représentant de l'Algérie auprès des Nations unies.

La question qui se posait, bien sûr, hier concerne la nature de l'équipe dont il sera entouré pour entamer sa nouvelle mission. Doit-on s'attendre à un changement radical ou des ajustements dans les secteurs qui ont le plus déçu ?

Par ailleurs, «le Président Tebboune a également nommé M. Boualem Boualem, le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires juridiques, des affaires judiciaires, des relations avec les institutions, des enquêtes et des habilitations,

au poste de directeur de cabinet de la présidence de la République par intérim», annonce également le communiqué de la présidence de la République.

A. C.

استثناء البرلمان من أحكام القانون العضوي 18-15.. فايد:

مقترح القانون.. إفراغ للنص التشريعي من محتواه

■ نواب: الاستقلالية المالية للبرلمان بغرفتيه مكرسة قانونيا



تم، يوم الخميس، بالجلسة الشعبية الوطني، عرض ومناقشة اقتراح نص يستثنى البرلمان بغرفتيه من تطبيق أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية.

جرى عرض القانون العضوي المقترح المعدل والمتمم للقانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018 المتعلق بقوانين المالية، من طرف الصديق بخوش، مندوب النواب أصحاب المقترح، في جلسة علنية ترأسها البراعم بوغالي رئيس المجلس الشعبي الوطني، بحضور وزير المالية لعزیز فايد. ووزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار.

ووفقا لما ورد في هذا العرض، فإن القانون المقترح يتضمن تعديلا على المادة 23 من القانون العضوي 18-15، بحذف كلمة «البرلمانية» من الفقرة الأخيرة لتصبح: يقصد بالمؤسسة العمومية في مفهوم هذا القانون الهيئات القضائية والرقابية والاستشارية وكل الهيئات الأخرى ذات نفس الطبيعة المنصوص عليها في الدستور.

كما يتضمن النص المقترح إدراج مادة جديدة (23 مكرر) ضمن القانون العضوي رقم 18-15، تستثنى البرلمان بغرفتيه من تطبيق أحكام هذا النص.

وأوضح المندوب، أن هذا التعديل يستند على مبدأ تقييد القانون الخاص للقانون العام، مضيفا أن تحضير ميزانية غرفتي البرلمان وتنفيذها وآليات المحاسبة القبلية والبعدية المطبقة عليها، تخضع لأحكام النظام الداخلي.

وأضاف، أن ميزانية البرلمان تختلف من حيث إجراءات التحضير والتنفيذ وقواعد المحاسبة الكلية، عن نطق الميزانية حسب البرامج المكرمة بموجب القانون العضوي رقم 18-15.

هذا إلى جانب ضرورة الأخذ بعين الاعتبار الاستقلالية المالية للبرلمان بغرفتيه، المكرمة بموجب القانون العضوي رقم 16-12 (الذي يحدد تنظيم المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة وعملتهما وكذا العلاقات الوظيفية بينهما وبين الحكومة)، حسب السيد بخوش.

وفي تقريرها التمهيدي حول المقترح، أكدت لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، أنها ترى وجوب استثناء البرلمان بغرفتيه من أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، عملا بمبدأ الفصل بين السلطات، والاستقلالية المالية لغرفتي

البرلمان، وإقرار العمل بمبدأ القانون الخاص بتقيد القانون العام.

غير أن وزير المالية أوضح في مداخلة ألقاها خلال الجلسة، حول النص المقترح، أن قانون المالية هو المجال الوحيد الذي يسمح بفتح وتخصيص الاعتمادات المالية بعنوان ميزانية الدولة.

وعليه، يقول فايد، فإن «استثناء البرلمان بغرفتيه من تطبيق أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية سيؤدي إلى حالة غياب تام للإطار القانوني الذي ستخصص بموجبه الاعتمادات المالية اللازمة لتغطية نفقات غرفتي البرلمان. وسينجر عن هذا الاستثناء، استحالة تطبيق أحكام هذا القانون العضوي على البرلمان، لاسيما تلك التي تنص على فتح الاعتمادات وتحويل الاعتمادات والأحكام الأخرى المتعلقة بالأجال». وذكر في هذا الصدد، بأنه وعلى غرار ما هو معمول به على الصعيد الدولي، فإن البرلمان بغرفتيه يخضع للقانون المؤطر لقوانين المالية، مع تكيف قواعد المحاسبة العمومية لتسيير الغرفتين.

وعملها، فإن القانون رقم (90-21) المتعلق بالمحاسبة العمومية، قد استثنى ميزانيتي غرفتي البرلمان من تطبيق الرقابة الميزانية ورقابة المحاسب العمومي ونص فقط على تطبيق رقابة مجلس المحاسبة، يؤكد الوزير، الذي لفت إلى أنه لم يتم فعلا تطبيق الرقابة الميزانية ولا رقابة المحاسب العمومي على غرفتي البرلمان في الماضي، ولا يمكن تطبيقهما حاليا أو مستقبلا وذلك مراعاة لمبدأ الفصل بين السلطات.

ولتكفل بالصعوبات «المؤسفة» التي

تعرض لها البرلمان خلال هذه السنة في تنفيذ الاعتمادات المالية الموضوعة تحت تصرفه، اقترح الوزير تكثيف بعض أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية واستثناء البرلمان من تطبيق بعض الأحكام، لاسيما المتعلقة بنهج الأداء، بحيث «سيعمل البرلمان، كما كان هو الحال سابقا، بالرجوع إلى القواعد والإجراءات التي ينص عليها القانون الداخلي وعند الاقتضاء القوانين الأخرى سارية المفعول».

وخلال الجلسة، ثمن العديد من النواب في تدخلاتهم النص الجديد المقترح، معتبرين أنه يكرس الاستقلالية المالية للبرلمان.

ولدى رده على ما ورد في المناقشات في ختام الجلسة، ذكر مندوب أصحاب المقترح الصديق بخوش، أن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية في شكله الحالي، يصعب تنفيذه على البرلمان، بالأخص في الشق المتعلق بمؤشرات الأداء وتقييم نجاعة البرامج، مما يفرض اللجوء إلى إجراءات أخرى تسهل دمج الميزانية التي تصوت عليها كل غرفة من البرلمان في قانون المالية.

من جهته، ثمن رئيس المجلس الشعبي الوطني، مبادرة النواب باقتراح نص تشريعي، معتبرا أن ذلك «يدخل في إطار تفعيل دور المؤسسات والذي يتدرج هو الآخر في إطار التوجه الجديد للدولة الجزائرية».

وأضاف، أن «هذا التوجه جاء في كنف ما دعا إليه رئيس الجمهورية من أجل إرماء قواعد إضافية للفعل الديمقراطي في سبيل تعميق المسار الذي قطعه البلاد».

يذكر، أن النص المقترح سيعرض على التصويت بالمجلس الشعبي الوطني يوم الثلاثاء المقبل 14 نوفمبر.

ترأس اجتماع لجنة متابعة عملية المصادرة في إطار مكافحة الفساد.. فايد،

استمرار نشاط الشركات المعنية إلى غاية البت في مصيرها



ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، اجتماع اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد، حيث أكد على أهمية استمرارية نشاط الشركات المصادرة في إطار مكافحة الفساد والحفاظ على أملاك الدولة حتى تبيت السلطات المعنية في مصيرها.

وحسب بيان للوزارة فإن اللقاء الذي جرى بحضور المتصرفين المعنيين بتسيير الشركات المدانة، وعدد من إطارات الوزارة، يهدف إلى "ضمان استمرارية وفاعلية عمل هذه الشركات والحفاظ على مصالحها، مع التأكيد على تحقيق أقصى قدر من الشفافية والمسؤولية في إدارة مواردها"، حيث أكد الوزير في هذا الإطار على أهمية اللقاء الذي يعد "خطوة إيجابية نحو تحسين أداء الشركات المعنية وتحقيق الاستدامة في مجال أعمالها"، مشيراً إلى أن "هذه المبادرة تأتي في سياق تعزيز جهود الحكومة في مكافحة الفساد

وتعزيز الشفافية."

كما أكد فايد على ضرورة "استمرارية التواصل والتفاعل مع المتصرفين لتذليل الصعوبات التي قد تواجههم في أداء مهامهم وذلك من خلال تكثيف عمل اللجنة المكلفة بمتابعة عملية المصادرة في إطار قضايا مكافحة الفساد على أن تجتمع بصفة شهرية، لأجل عرض أوضاع هذه الشركات وتقديم اقتراحات حلول مناسبة لتسريع وثيرة تسوية هذه الملفات

المعقدة والحساسة".

وتم خلال الاجتماع مناقشة عدة قضايا، من بينها، تقييم الأوضاع الحالية للشركات وتحديد التحديات التي تواجهها بهدف تحديد الموارد المتاحة واستخدامها بشكل فعال، وضع ورقة طريق لتحسين أداءها وكذلك تعزيز الشفافية وتطبيق معايير الحوكمة الرشيدة في إدارة هذه الشركات.

ب. م

يعرض على التصويت الثلاثاء المقبل

مقترح قانون لاستثناء البرلمان من التشريع الخاص بقوانين المالية

المالية هو المجال الوحيد الذي يسمح بفتح وتخصيص الاعتمادات المالية بعنوان ميزانية الدولة. وعليه، يقول فايد، فإن استثناء البرلمان بغرفتيه من تطبيق أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، سيؤدي إلى حالة غياب تام للإطار القانوني الذي ستخصص بموجبه الاعتمادات المالية اللازمة لتغطية نفقات غرفتي البرلمان، وسيترجم عن هذا الاستثناء، استحالة تطبيق أحكام هذا القانون العضوي على البرلمان، لاسيما تلك التي تنص على فتح الاعتمادات وتحويل الاعتمادات والأحكام الأخرى المتعلقة بالأجال.

وذكر في هذا الصدد، بأنه وعلى غرار ما هو معمول به على الصعيد الدولي، فإن البرلمان بغرفتيه يخضع للقانون المؤطر لقوانين المالية، مع تكييف قواعد المحاسبة العمومية لتسيير الغرفتين.

القضائية والرقابية والاستشارية وكل الهيئات الأخرى ذات نفس الطبيعة المنصوص عليها في الدستور. كما يتضمن النص المقترح إدراج مادة جديدة (23 مكرر) ضمن القانون العضوي رقم 15-18، تستثنى البرلمان بغرفتيه من تطبيق أحكام هذا النص.

وأوضح المندوب أن هذا التعديل يستند على مبدأ تقييد القانون الخاص للقانون العام، مضيفاً أن تحضير ميزانية غرفتي البرلمان وتنفيذها وآليات المحاسبة القبلية والبعديّة المطبقة عليها تخضع لأحكام النظام الداخلي. وأضاف أن ميزانية البرلمان تختلف من حيث إجراءات التحضير والتنفيذ وقواعد المحاسبة كلية عن نمط الميزانية حسب البرامج المكرسة بموجب القانون العضوي رقم 15-18.

في المقابل، أوضح وزير المالية أن قانون

تم، أول أمس، بالمجلس الشعبي الوطني، عرض ومناقشة اقتراح نص يستثنى البرلمان بغرفتيه من تطبيق أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية.

كمال ع

وجرى عرض القانون العضوي المقترح المعدل والمتمم للقانون العضوي رقم 15-18 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018 المتعلق بقوانين المالية، من طرف الصديق بخوش، مندوب التواب أصحاب المقترح، في جلسة علنية ترأسها إبراهيم بوعفالي، رئيس المجلس الشعبي الوطني.

ووفقاً لما ورد في العرض، فإن القانون المقترح يتضمن تعديلاً على المادة 23 من القانون العضوي 15-18 بحذف كلمة البرلمانية من الفقرة الأخيرة لتصبح "يقصد بالمؤسسة العمومية في مفهوم هذا القانون الهيئات

مناقشة أول مقترح قانون نيابي في العهدة الجديدة الحكومة تتحفظ على محاولة البرلمان الاستقلال بإعداد ميزانيته

• وزير المالية: كل البرلمانات في العالم تخضع للقانون المؤطر لقوانين المالية

واجه مسعى نيابي يكرس استقلالية الذمة المالية للمجلس الشعبي الوطني، أول أمس، تحفظات من الحكومة للاشتباه في كونه محاولة للتخلص من الضوابط التشريعية التي منحت وزارة المالية سلطة الرقابة القبلية على ميزانية مؤسسات الدولة. ويجري البحث عن صيغة توافقية تحفظ للمجلس ماء الوجه وتجنب اعتراض المقترح على مستوى مجلس الأمة أو المحكمة الدستورية.



البرلمان

بموجب القانون العضوي رقم 18-15، ورسم تحفظات الحكومة نال المقترح

هذه السنة في تنفيذ الاعتمادات المالية الموضوعة تحت تصرفه، في إشارة إلى رفض وزارة المالية مقترح الطلبات

ف. جمال

• اعتبر وزير المالية لمزين هايد، خلال مناقشة أول مقترح قانون من نوعه في العهدة الحالية، أن "قانون المالية هو المجال الوحيد الذي يسمح بفتح وتخصيص الاعتمادات المالية بعنوان ميزانية الدولة"، وشدد على أن "استثناء البرلمان بقرضته من تطبيق أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية سيؤدي إلى حالة غياب تام للإطار القانوني الذي يستلزمه بوجبه الاعتمادات المالية اللازمة لتغطية نفقات غرضتي البرلمان"، محذرا من تبعات هذا الخطوة لأنه سينجر عنها "استحالة تطبيق أحكام هذا القانون العضوي على البرلمان، لاسيما تلك التي تلصق على فتح الاعتمادات وتحويل الاعتمادات والأحكام الأخرى المتعلقة بالأجال"، وأضاف أنه "على غرار ما هو معمول به على الصعيد الدولي، فإن البرلمان بقرضته يخضع للقانون المؤطر

نصا صريحا من الاغلبية الساحقة للنواب المشاركين في النقاش عملا بقاعدة التضامن البرلماني، خصوصا أنه أول مولود في العهدة الحالية الذي يتال خطوة القبول والمناقشة. وقد صدرت مطالب لنواب الأفران عن المقترحات الأخرى بما فيها مبادرات إنشاء لجان تحقيق لم تر الضوء بعد ومنها واحدة تخلص بالفرض في مركب غذائي موجه للأطفال وأخرى به الأمانات".

من جانبه اعتبر الرئيس السابق للجنة المالية، الأخضر سمامي، أن تعديل المقترح من قبل سلفه لا يكفي بصيغته الحالية وأنه لا يمكن استثناء البرلمان من مجالات تطبيق القانون العضوي لقوانين المالية بالنظر إلى أنه يفتقد لمصادر مالية خاصة به، مقترحا توسيع التعديلات إلى أحكام أخرى من أحكام القانون العضوي المتعلق بقانون المالية ومنها المادة 87 التي توجب على طلب القطاعات تقديم تقرير حول المردودية، توضح من خلاله الظروف التي نفذت فيها البرامج المسجلة في الميزانية وكذا مدى بلوغ الأهداف المتوقعة التي يتم قياسها وتتبعها من خلال مؤشرات الأداء المرتبطة بها والتحديات المحققة والتفسيرات المتعلقة بالموارق المعاينة.

كما اقترح وجوب تعديل المادة 75 من القانون ذاته وإدراج تعديلات تتيح التلمص على توجيه مخصصات مباشرة إلى المجلس.

وفي هذا السياق استفيد من مصادر من اللجنة المالية بالمجلس الشعبي أن اللجنة تملك تصورا لإنقاذ الموقف وأن توليفة قانونية تحافظ على روح المقترح واحترام أحكام القانون سازي العضوية لقوانين المالية قيد التجهيز لضمان عدم الاعتراض عليه وإحياء مساعي النواب للمبادرة بالقوانين.

المالية للمجلس، موضعا أن البرلمان سيعمل كما كان هو الحال سابقا بالرجوع إلى القواعد والإجراءات التي ينص عليها القانون الداخلي وعند الاقتضاء القوانين الأخرى سارية المفعول.

وعاد الوزير للتأكيد على أن "استثناء البرلمان بقرضته من تطبيق أحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، كما هو مقترح، ليس هو الحل المناسب وستنجر عنه صعوبات لم يسبق أن تعاملنا معها وقد يؤدي إلى غياب تام للإطار القانوني الذي سيسمح برصد الاعتماد المالي بموجب قانون المالية لسالح البرلمان وهذا كونه غير معني بالقانون العضوي سالف الذكر".

ويقضي المقترح الذي قدمه الرئيس الأسبق للجنة المالية، سديق بطوش، على المادة 23 من القانون العضوي 18-15، بسحب المؤسسة البرلمانية من مجالات تطبيق هذا القانون، وكرس ذلك بالمادة 23 مكرر جديدة التي تنص صراحة على أنه "تستثنى البرلمان بقرضته من تطبيق أحكام هذا النص".

وشرح بطوش باستفاضة مبررات التعديل الذي يهدف إلى تكريس الذمة المالية للمجلس الشعبي الوطني، مستندا في ذلك إلى أحكام القانون الناظم لعلاقات الحكومة والبرلمان والنظام الداخلي للمجلس الشعبي، معتبرا أن تحضير ميزانية غرضتي البرلمان وتنفيذها وآليات المحاسبة القبلية والعمدية المطبقة عليها تخضع لأحكام النظام الداخلي للمجلس الشعبي، الذي يمنح في مادته 81 سلطات ثلاثة من أعضائه بمراقبة المصالح المالية والإدارية وشؤون النواب.

وشدد على أن ميزانية البرلمان تختلف من حيث إجراءات التحضير والتنفيذ وقواعد المحاسبة كليا عن نمط الميزانية حسب البرامج المكرسة

لقوانين المالية، مع كتيوف قواعد المحاسبة العمومية لتسيير الغرضتين كما كان عليه الحال سابقا في إطار القانون رقم 84-17 المؤرخ في 7 جويلية 1984 المتعلق بقوانين المالية الذي كان يؤطر ميزانيتي الغرضتين مع تطبيق بعض الخصوصيات المنصوص عليها بموجب القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15 أوت 1990، المتعلق بالمحاسبة العمومية - وأوضح أن القانون رقم 90-21 المتعلق بالمحاسبة العمومية قد "استثنى ميزانيتي غرضتي البرلمان من تطبيق الرقابة الميزانية ورقابة المحاسب العمومي ونص فقط على تطبيق رقابة مجلس المحاسبة"، واستطرد أنه كم يتم تطبيق الرقابة الميزانية ولا رقابة المحاسب العمومي على غرضتي البرلمان في الماضي ولا يمكن تطبيقهما حاليا أو مستقبلا وذلك مراعاة لمبدأ الفصل بين السلطات".

وأبدى ممثل الحكومة استعداداه للتنازل جزئيا لإتقاد الموقف، موضعا أنه يمكن استثناء البرلمان من بعض أحكام القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 2 سبتمبر، لاسيما تلك المتعلقة بالتسيير وفقا لقواعد نهج الأداء كما هو معمول به دوليا، وهذا انطلاقا من منطلق أن البرلمان يمثل الهيئة التي تقوم بتقييم ومحاسبة مدى تنفيذ الاعتمادات المالية وتحقيق الأهداف المرتبطة بميزانية كل سياسة عمومية، لكنه شدد على إبقاء البرلمان خاضعا للأحكام الأخرى للقانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والذي من دونه لا يمكن حتى وضع الاعتمادات المالية الموجهة لتسيير غرضتي البرلمان تحت تصرفها.

وأعاد المسؤول ذاته بأن الحل الذي اقترحه (تعديل) سيتكفل بالصعوبات المؤسسة التي تعرض لها البرلمان خلال



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger